Moniteur micro-économique

Quatrième trimestre de 2001

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique, Industrie Canada. Le présent document est également diffusé sur Internet, à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

Table des matières

102-06511/

Aperçu ..... A

Scène canadienne

Activité économique réelle ..... B
Revenus C
Mouvements des prix ..... D
Marché du travail ..... E
Marché des capitaux ..... F
Finances publiques ..... G
Compétitivité ..... H
Comptes internationaux I
Aperçu de la situation des secteurs ..... J

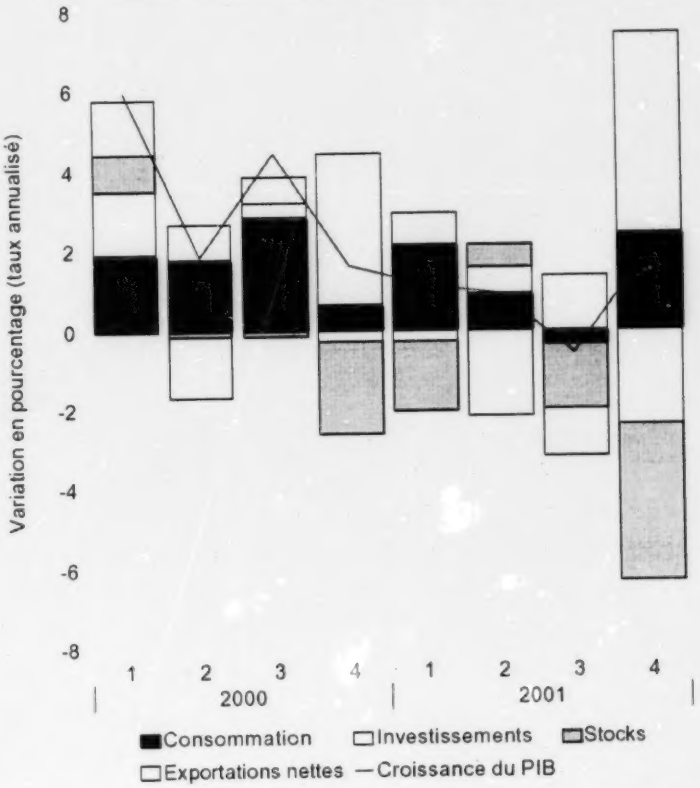
Aperçu

L'économie se ressaisit au quatrième trimestre...

Au quatrième trimestre de 2001, le PIB réel a gagné 2,0 %, après avoir légèrement fléchi au trimestre précédent. Les consommateurs sont les principaux instigateurs de cette croissance, comme en témoigne l'importante hausse des dépenses de consommation et des investissements résidentiels. Cette avance est attribuable à la faiblesse des taux d'intérêt et à la nette augmentation du revenu personnel réel, celui-ci ayant profité des réductions d'impôt et de l'accroissement du revenu du travail. Les exportations réelles ont reculé, mais pas autant que les importations, ce qui fait que les exportations nettes ont contribué de façon sensible à la croissance.

D'un autre côté, les investissements des entreprises ont dégringolé compte tenu du repli des bénéfices et des faibles taux d'utilisation de la capacité. Comme les entreprises ont continué à liquider leurs stocks au quatrième trimestre, une hausse de la demande devrait se traduire par une hausse de la production. Cela augure bien pour la croissance à court terme.

Contribution à la croissance trimestrielle du PIB réel (Taux annualisé)



A-1

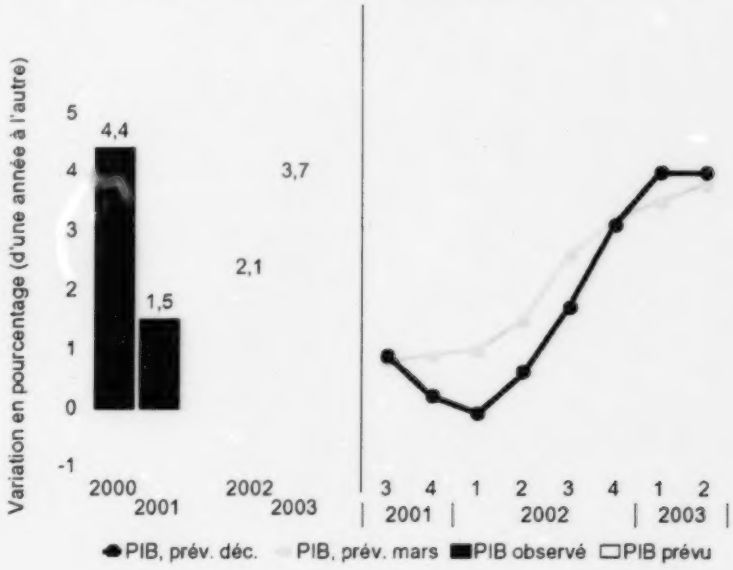
...ce qui se traduit par une révision à la hausse des perspectives de croissance

La situation économique est bien meilleure que ce que les prévisions laissaient entrevoir il y a quelques mois. En conséquence, les prévisionnistes vont réviser à la hausse leurs prévisions de croissance pour cette année.

Selon les prévisions consensuelles publiées en mars, la croissance du PIB réel du Canada devrait se raffermir tout au long de l'année, et la croissance devrait s'établir en moyenne à 2,1 % en 2002 et à 3,7 % en 2003. Ces prévisions sont plus encourageantes que celles de décembre. Pour les États-Unis aussi, les prévisions ont été révisées à la hausse puisque le taux de croissance devrait s'établir en moyenne à 2,1 % en 2002 et à 3,5 % en 2003.

L'économie étant sur la voie de la relance, tant au Canada qu'aux États-Unis, les autorités monétaires ont cessé d'abaisser les taux d'intérêt. Elles devraient les majorer au deuxième semestre de l'année, lorsque la croissance aura gagné en intensité.

Perspectives de croissance du PIB réel



Source : Consensus Forecasts

Scène canadienne

Activité économique réelle

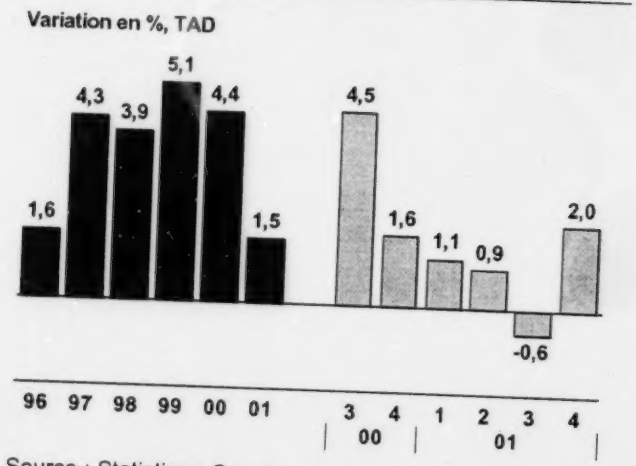
L'économie se redresse sensiblement au quatrième trimestre...

Au quatrième trimestre de 2001, le PIB réel est monté en flèche, croissant de 2,0 % (taux annuel), après avoir connu une baisse de 0,6 % au trimestre précédent. Il s'agit de la plus forte croissance trimestrielle enregistrée en 2001.

- **Les dépenses de consommation ont alimenté la croissance de l'économie, alors que les investissements des entreprises et les exportations sont restés faibles.**

Pour 2001, la croissance s'est établie à 1,5 %, par rapport à 4,4 % en 2000, ce qui en fait le taux de croissance annuel le plus faible depuis 1992.

Croissance du PIB réel



Source : Statistique Canada

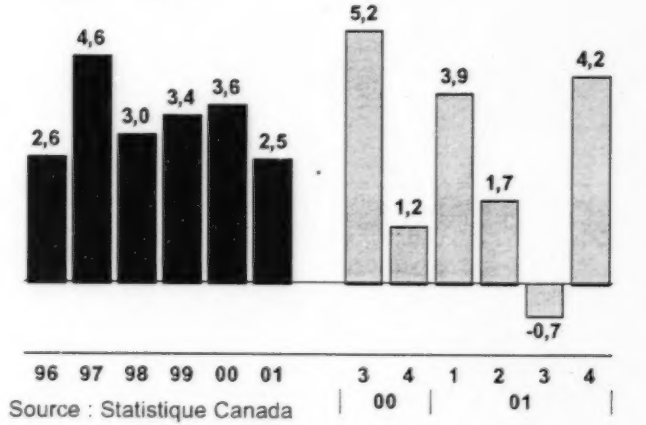
La croissance du PIB réel au quatrième trimestre était bien supérieure aux attentes du marché. Aux États-Unis, le PIB réel a augmenté de 1,4 % au quatrième trimestre, après avoir diminué de 1,3 % au troisième trimestre.

...sous l'impulsion des fortes dépenses de consommation...

Au quatrième trimestre, les dépenses de consommation se sont vivement redressées (+4,2 %, taux annuel), ce qui annule largement le recul de 0,7 % enregistré au trimestre précédent.

- **L'avance est surtout attribuable à la montée en flèche des dépenses relatives aux véhicules automobiles et à l'équipement des ménages. Elle est attribuable à la solide croissance du revenu personnel, aux taux d'intérêt qui ont atteint des creux historiques, aux promotions alléchantes des concessionnaires et à la forte progression du nombre de logements neufs.**

Croissance des dépenses de consommation réelles



Source : Statistique Canada

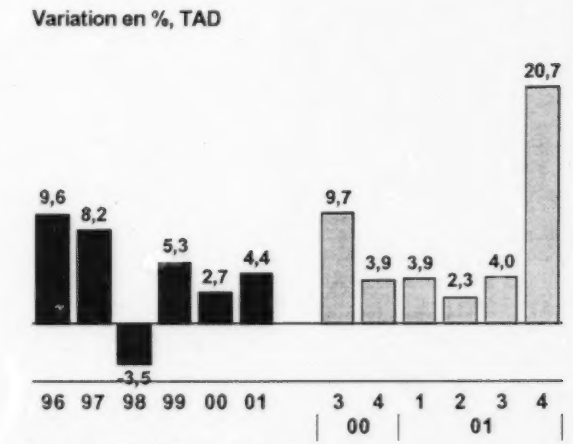
...et de la vigueur du marché du logement

Les investissements dans la construction résidentielle ont nettement progressé au quatrième trimestre, soit de 20,7 %.

- **Toutes les composantes de l'investissement résidentiel ont avancé, soit la construction de logements neufs, les nouveaux permis de bâtir et les ventes de logements existants.**

Une forte croissance des revenus, un temps très doux pour la saison et des taux d'intérêt faibles ont joué un rôle dans cette avance.

Croissance de la construction résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

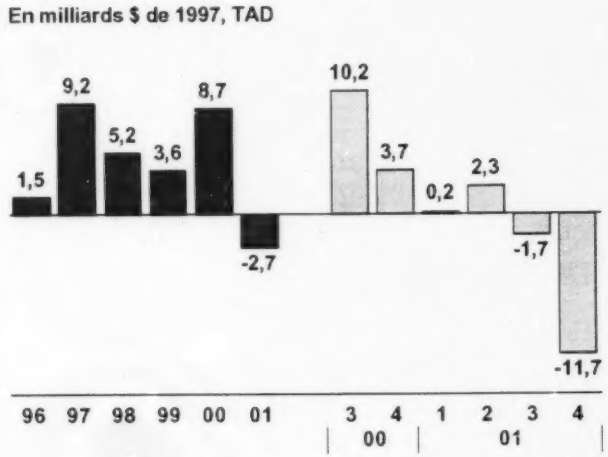
Toutefois, la diminution marquée des stocks a entraîné la croissance à la baisse

La liquidation des stocks des entreprises s'est poursuivie à un rythme accéléré au quatrième trimestre, ce qui a eu pour effet de retrancher 3,8 points de pourcentage à la croissance du PIB réel.

- **Les fabricants de biens durables et l'industrie du commerce de détail de l'automobile sont les principaux artisans de cette décroissance. Les détaillants ont, eux aussi, continué à diminuer leurs stocks.**

- **Compte tenu de cet important délestage, le ratio des stocks au chiffre d'affaires à l'échelle de l'économie s'est replié pour la première fois depuis le premier trimestre de 2000.**

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles



Source : Statistique Canada

Les exportations diminuent pour un cinquième trimestre de suite...

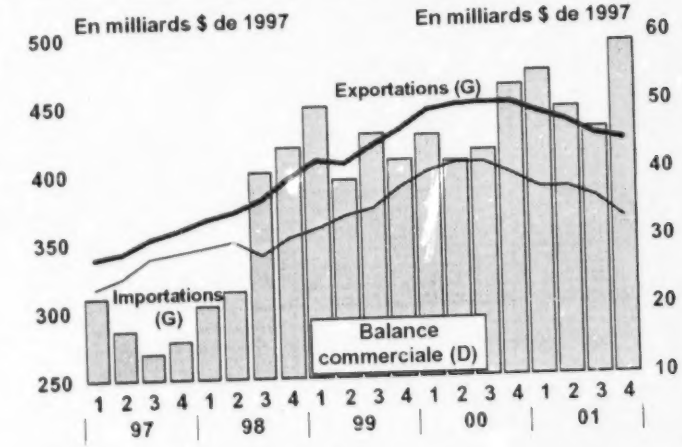
En raison de la faible demande des États-Unis, les exportations réelles ont régressé de 3,2 % au quatrième trimestre. Il s'agit de la cinquième baisse consécutive.

- **La faiblesse était évidente dans les machines et le matériel (de télécommunications) ainsi que dans les produits automobiles, énergétiques et forestiers.**

Les importations réelles ont perdu 5,6 % à cause des diminutions notées dans les catégories énergie, machines et matériel ainsi que dans les dépenses des voyageurs canadiens à l'étranger.

En raison du repli plus prononcé des importations, l'excédent net réel a augmenté, ce qui a ajouté 5,2 points de pourcentage à la croissance du PIB réel au quatrième trimestre.

Exportations et importations réelles de biens et de services



Source : Statistique Canada

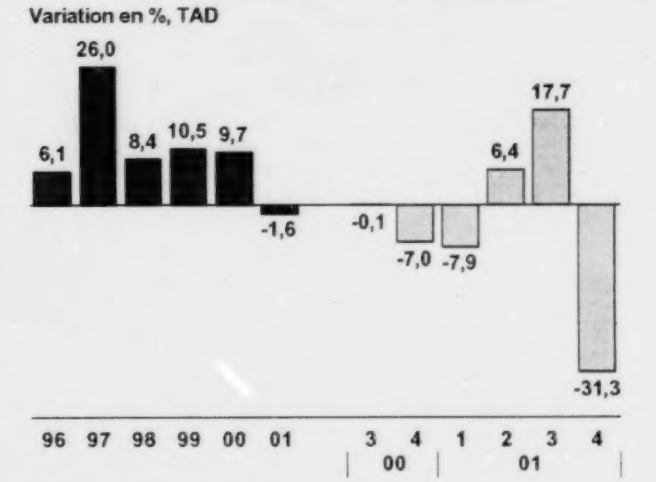
...et les investissements dans les M&M chutent

Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) ont fondu, perdant 31,3 % au quatrième trimestre.

- **Toutefois, cette baisse est en grande partie attribuable au retour à des niveaux plus habituels puisque la livraison d'un engin de forage flottant en Nouvelle-Écosse avait gonflé les investissements au troisième trimestre.**

- **Le repli des bénéfices des entreprises a continué de freiner les investissements.**

Investissements réels dans les machines et le matériel



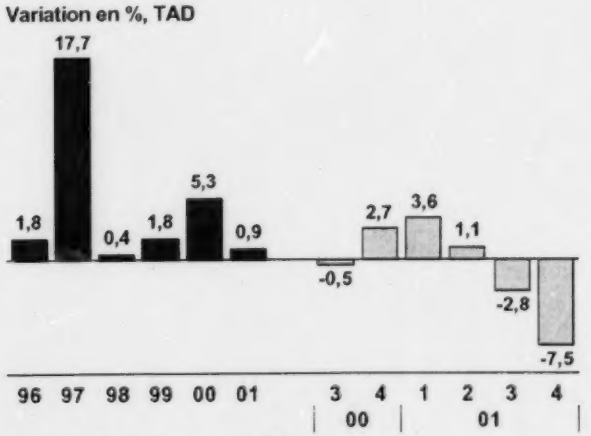
Source : Statistique Canada

La construction non résidentielle enregistre un nouveau recul

Dans la construction non résidentielle, l'activité s'est contractée de 7,5 % au quatrième trimestre, enregistrant ainsi la plus forte diminution trimestrielle depuis le deuxième trimestre de 1995.

- **Les baisses les plus notables ont été enregistrées par la construction de bâtiments et les travaux de génie.**

Croissance de la construction non résidentielle réelle



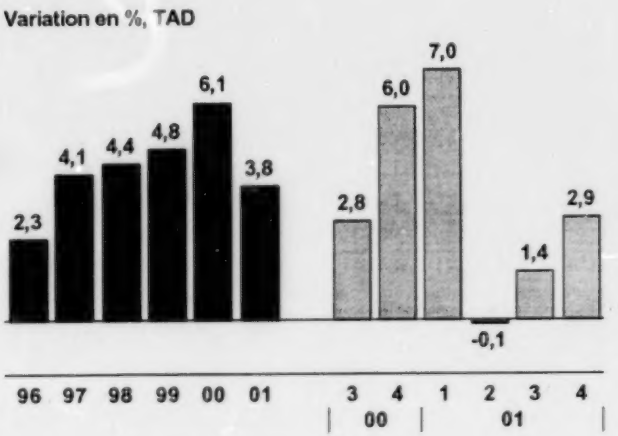
Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Revenus

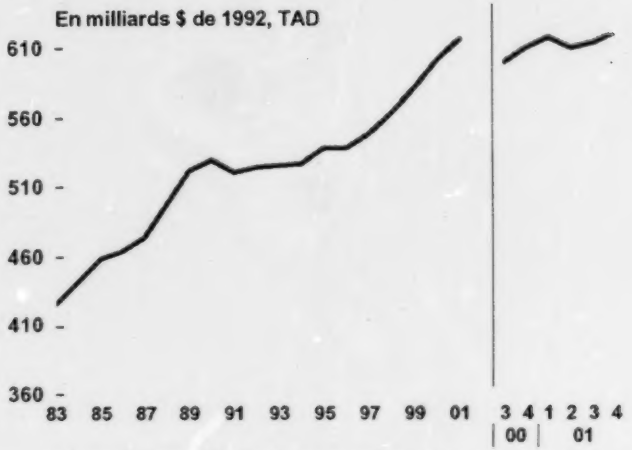
Le revenu disponible augmente sensiblement au quatrième trimestre...

Croissance du revenu des particuliers



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.
Source : Statistique Canada et Industrie Canada

Au quatrième trimestre, la croissance du revenu personnel s'est raffermie, passant à 2,9 %, comparativement à 1,4 % au trimestre précédent, la plus forte progression des revenus d'emploi et des transferts gouvernementaux (grâce aux prestations plus élevées d'assurance-emploi) ayant plus que compensé la baisse des revenus de placements.

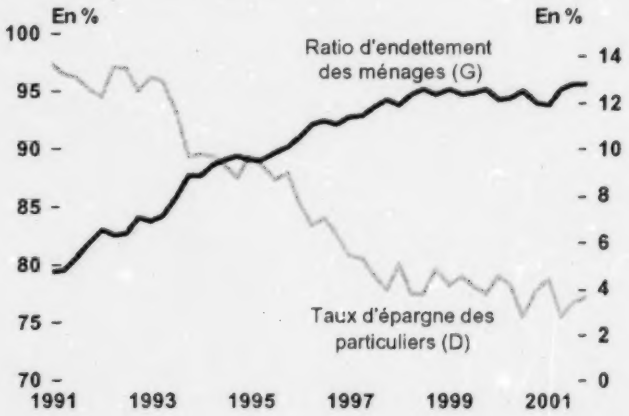
L'impôt sur le revenu des particuliers a considérablement diminué pour un deuxième trimestre de suite, ce qui a fait augmenter de 5,3 % le revenu disponible. Il s'agit du gain le plus important en trois trimestres. Ainsi, jumelé à une faible baisse des prix à la consommation, ce gain a fait croître de 5,7 % le revenu réel disponible au quatrième trimestre, par rapport à 2,0 % au troisième. En 2001, le revenu réel disponible des particuliers s'est hissé à 1,3 % au-dessus du niveau enregistré en 2000 pour atteindre un sommet.

...ce qui aide les consommateurs à accroître davantage leurs économies

Comme la progression du revenu disponible a dépassé celle des dépenses de consommation, le taux d'épargne des particuliers s'est élevé à 3,7 %, comparativement à 3,4 % au troisième trimestre. En 2001, le taux d'épargne a fléchi par rapport au taux de 2000 (3,9 %) et s'est établi en moyenne à 3,6 %, ce qui constitue un creux historique.

Puisque les niveaux de la dette à la consommation et de la dette hypothécaire ont progressé proportionnellement au revenu, le ratio d'endettement des ménages n'a pas bougé au quatrième trimestre (95,6 %).

Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers



Source : Statistique Canada

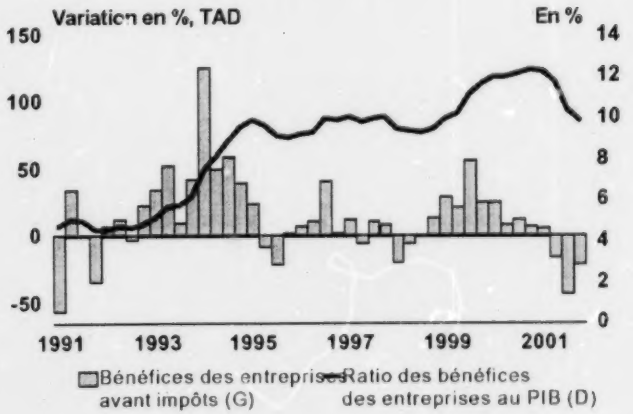
Les bénéfices des entreprises sont toujours faibles

Au quatrième trimestre, les bénéfices des entreprises ont poursuivi leur descente, perdant 20,5 % (taux annuel), après avoir reculé de 42,4 % au trimestre précédent.

- **Selon les Statistiques financières trimestrielles des entreprises, les replis sont généralisés -- 15 grands groupes industriels sur 24 ont perdu du terrain au quatrième trimestre. Les entreprises d'extraction du pétrole et du gaz et de fabrication de produits du pétrole et du charbon sont celles qui affichent les plus graves reculs, tandis que les entreprises de commerce de détail enregistrent les bénéfices les plus importants.**

En proportion du PIB, les bénéfices ont reculé de plus de 2 points de pourcentage au cours des trois derniers trimestres pour s'établir à 9,8 %.

Bénéfices des entreprises



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Mouvements des prix

L'inflation est à l'état de repos, malgré une hausse de l'indice de l'IPC en janvier...

Mesurée d'une année à l'autre, l'inflation selon l'IPC s'est établie en moyenne à 1,1 % au quatrième trimestre, par rapport à 2,7 % au troisième trimestre, la baisse des coûts de l'énergie faisant fléchir les prix à la consommation liés au logement et au transport.

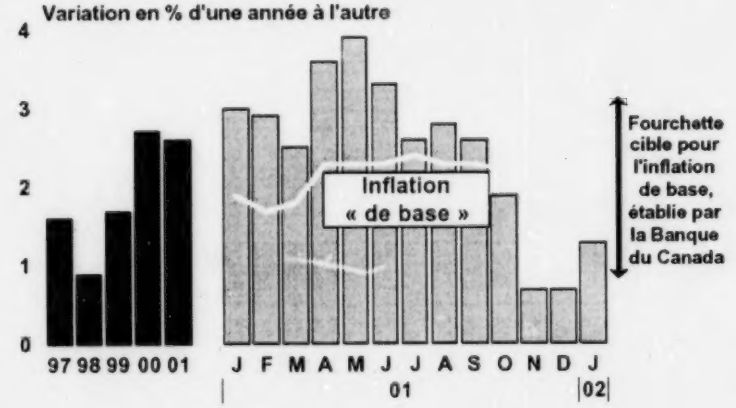
- **Les coûts d'énergie ont enregistré une baisse moyenne de 8,9 % au quatrième trimestre par opposition à une hausse de 3,6 % au trimestre précédent.**

Les prix du PIB ont perdu, quant à eux, 0,9 % par rapport au quatrième trimestre de 2000, après être restés les mêmes au trimestre précédent. En 2001, l'inflation selon l'indice du PIB s'est établie à 1,2 %, comparativement à 3,7 % en 2000.

L'indice des prix à la consommation, qui est passé de 0,7 % aux deux mois précédents à 1,3 % en janvier, était toujours inférieur au taux enregistré pour l'ensemble de 2001, soit 2,6 %.

- **En janvier, le taux d'inflation « de base », qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice global et l'incidence des impôts indirects, s'est établi à 1,8 % par rapport à 1,6 % en décembre. Il se situe donc dans les limites de la fourchette cible officielle de 1 à 3 %.**

Indice des prix à la consommation



Source : Statistique Canada et Banque du Canada

En mai 2001, la Banque du Canada et le ministère des Finances ont reconduit, jusqu'en 2006, la cible de maîtrise de l'inflation aux fins de la politique monétaire. La Banque a également précisé sa mesure du taux de croissance tendanciel de l'inflation, établi selon l'inflation « de base ». Les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et le tabac, ainsi que les impôts indirects sont dorénavant exclus de l'inflation « de base ».

...alimentée en partie par la progression soutenue des prix des aliments

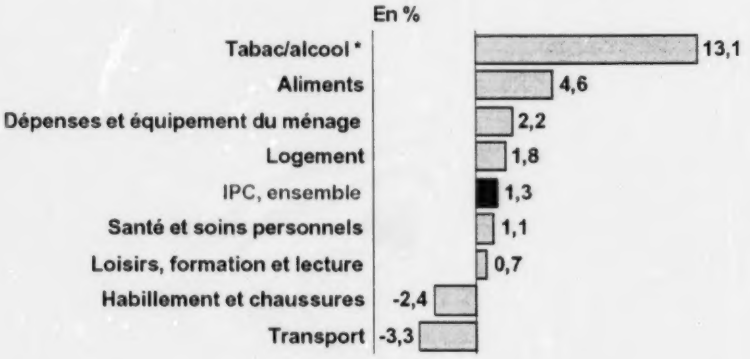
La hausse observée en janvier est attribuable à la plus lente diminution des prix de l'énergie et à la hausse des prix des aliments.

- **Seuls les prix du logement et des aliments ont augmenté par rapport au mois précédent. Les prix des légumes frais ont grimpé en janvier, les États-Unis connaissant leurs plus mauvaises récoltes depuis 1974. Les coûts du transport, qui ont reculé dans une moindre mesure qu'en décembre, se sont répercutés sur l'indice. Une baisse des prix des vêtements, encore plus prononcée qu'au mois précédent, est venue atténuer la hausse globale.**

- **À l'exception des prix des aliments et de l'énergie, les prix à la consommation ont avancé de 1,7 %, par rapport à 1,6 % en décembre.**

Composantes de l'IPC : janvier 2002

Variation des prix d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada

* Une taxe fédérale-provinciale sur les cigarettes est entrée en vigueur en avril 2001, ce qui a eu pour effet d'augmenter le niveau des prix de la composante tabac/alcool de l'indice. On continuera de voir jusqu'en avril 2002 l'incidence de cette taxe dans l'inflation calculée d'une année à l'autre.

Les prix des intrants des industries continuent de fléchir à cause de la moins forte demande

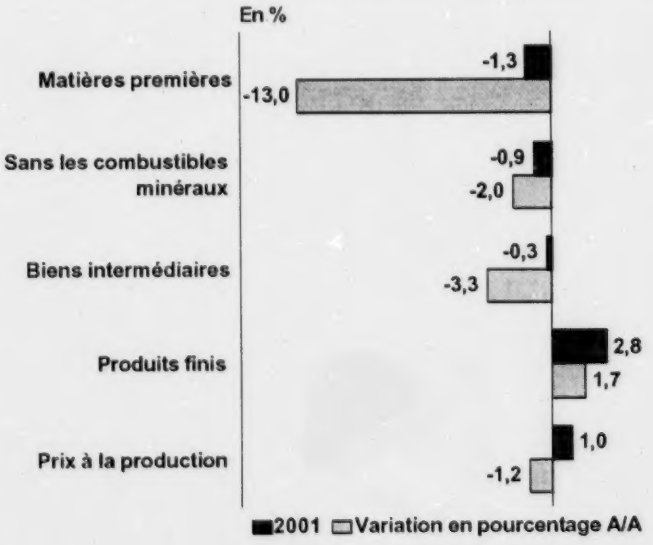
En janvier, les prix à la production — ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine — ont diminué de 1,2 % par rapport à janvier 2000. Il s'agit de la quatrième baisse mensuelle consécutive. Toutefois, cette baisse est inférieure à celle enregistrée en décembre (2,4 %).

- **Les prix des produits du pétrole et du charbon ainsi que les prix des pâtes et papier ont contribué, en grande partie, à cette baisse qui a été partiellement annulée par la hausse des prix des véhicules automobiles, du bois-d'oeuvre et des aliments.**

En janvier, les fabricants ont déboursé 13,0 % de moins pour leurs matières premières qu'il y a un an, profitant ainsi d'une sixième baisse mensuelle d'affilée.

- **D'un mois à l'autre, on a noté une hausse des prix des produits industriels (+0,9 %) et des matières premières (+2,6 %). Cette hausse est le résultat notamment du nouveau recul du dollar canadien, de la progression des prix du pétrole brut attribuable à la réduction de la production de l'OPEP et à l'augmentation des prix du bois-d'oeuvre attribuable à l'accroissement de l'activité dans l'industrie de la construction.**

Chaîne de prix - janvier 2002



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Marché du travail

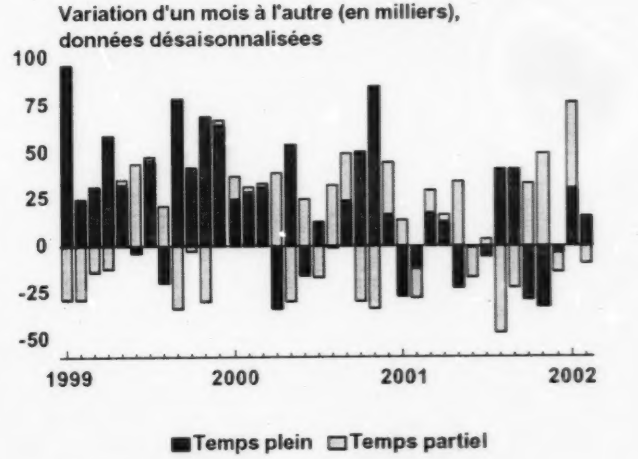
La situation de l'emploi s'améliore...

On a dénombre 82 000 emplois de plus aux deux premiers mois de 2002, grâce à la forte création d'emplois en janvier (+76 000).

Après avoir fléchi au quatrième trimestre de 2001, l'emploi à temps plein s'est redressé pour un deuxième mois de suite en février et est à l'origine des 46 000 nouveaux emplois recensés depuis le début de l'année.

La récente amélioration de la situation fait suite à une période de morosité en 2001, où l'on a gagné 39 000 emplois à temps partiel et perdu 26 000 emplois à temps plein.

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

...grâce à l'augmentation des effectifs du secteur privé

Le secteur privé est le principal moteur de croissance de l'emploi depuis le début de l'année, ayant créé 74 000 emplois.

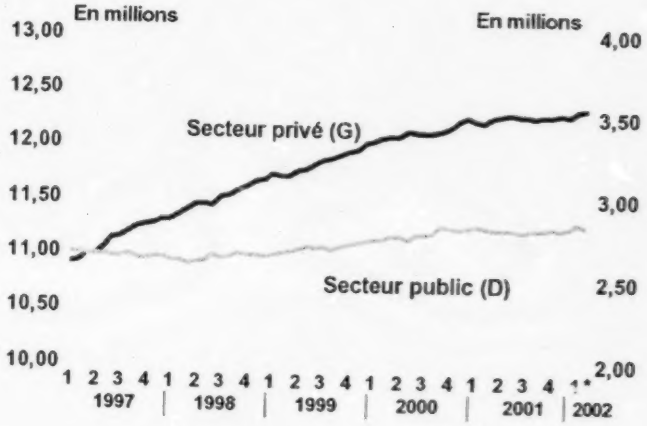
- **Le nombre d'emplois rémunérés a augmenté en février pour un quatrième mois de suite, cette-fois, on compte 20 000 emplois de plus.**

- **Depuis janvier, l'emploi autonome s'est enrichi de 9 000 emplois après avoir suivi une grave courbe décroissante pendant plus de deux ans.**

Depuis la fin de 2000, le secteur privé est à l'origine de 85 000 nouveaux emplois, comparativement à 10 000 nouveaux emplois pour le secteur public.

En février, le secteur privé a réduit ses effectifs (-21 000), les pertes étant recensées dans les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que dans l'enseignement.

Emploi : secteur privé et secteur public



Source : Statistique Canada

*Seuls les mois de janvier et de février sont inclus dans les données pour le premier trimestre de 2002.

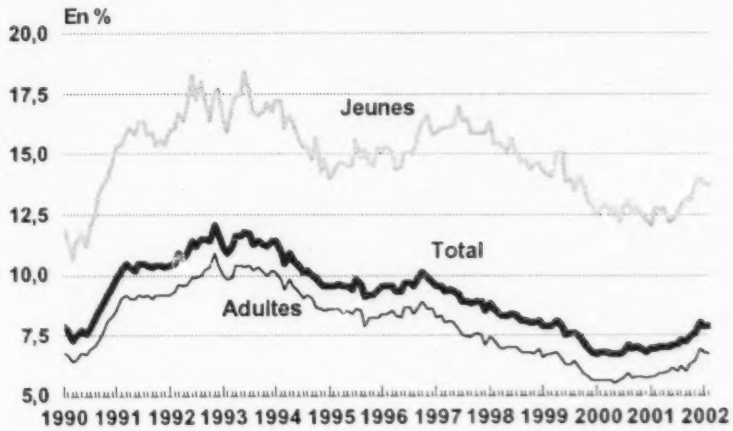
Néanmoins, le taux de chômage reste élevé

Malgré la récente croissance de l'emploi, le taux de chômage au Canada n'a que très peu reculé depuis décembre, passant juste sous la barre des 8 %, puisque la population active a progressé à peu près au même rythme.

Chez les jeunes, l'emploi a été faible en 2001. En dépit des gains récents, le taux de chômage reste supérieur de 1,1 point au taux enregistré il y a 12 mois.

Chez les adultes, le taux de chômage s'est légèrement replié au cours des trois derniers mois après avoir avancé pendant presque toute l'année 2001.

Taux de chômage



Source : Statistique Canada

Les emplois récemment créés se trouvent principalement en Ontario, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan

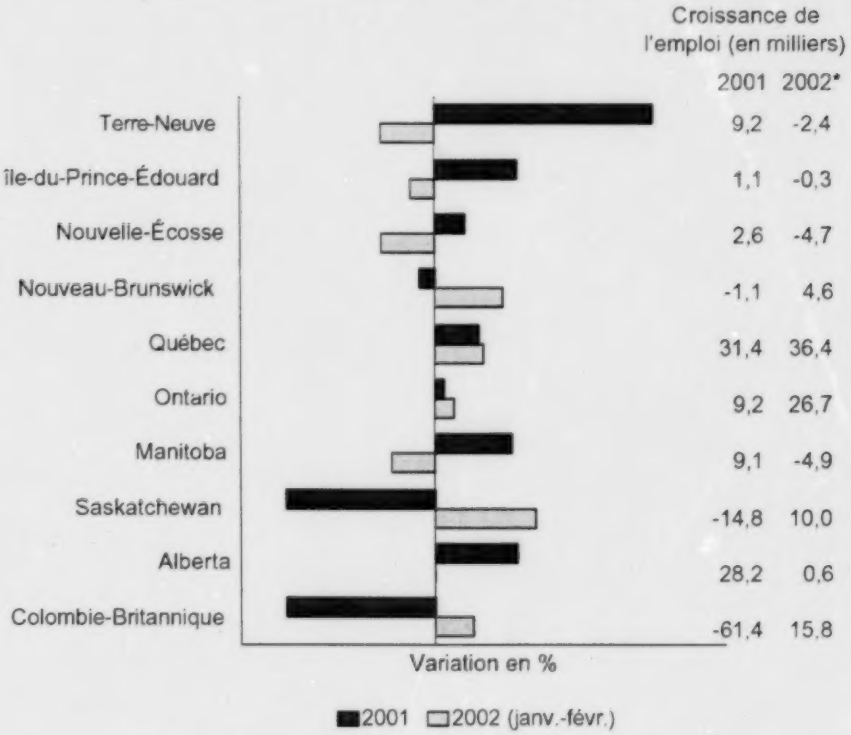
Dans la région de l'Atlantique, toutes les provinces sauf le Nouveau-Brunswick, ont subi des pertes aux deux premiers mois de l'année. En Nouvelle-Écosse, l'emploi n'a cessé de régresser -- le total des pertes s'élevant à 7 000 emplois depuis novembre 2001.

Depuis le début de l'année, les gains les plus importants ont été enregistrés au Québec et en Ontario, cette dernière profitant de la forte croissance de l'emploi (+42 000) observée dans le secteur manufacturier en février.

Les récents gains de la Saskatchewan font suite à des pertes subies en 2001, tandis que le Manitoba a accusé une perte de 5 000 emplois au cours des deux derniers mois. En Alberta, les pertes enregistrées en février ont plus que contrebalancé les gains obtenus en janvier. Le recul le plus important a été observé dans les ressources naturelles, où l'on compte 10 000 emplois de moins depuis septembre.

En Colombie-Britannique, malgré le gain net de 16 000 emplois durant les deux premiers mois de l'année, on compte encore 46 000 emplois de moins qu'au mois de mars 2001.

Croissance de l'emploi par province, février 2002



Source : Statistique Canada

*Il s'agit des données cumulatives pour l'année 2002 (janvier-février)

E-4

Le taux de chômage s'accroît dans plusieurs provinces, surtout les provinces atlantiques

En février, le taux de chômage a augmenté dans six provinces sur dix.

Le taux de chômage s'est accru dans toutes les provinces atlantiques, sauf au Nouveau-Brunswick, où il a légèrement reculé pour s'établir à 11,2 %. C'est à l'Île-du-Prince-Édouard que la hausse a été la plus prononcée, en raison de la forte progression de la population active.

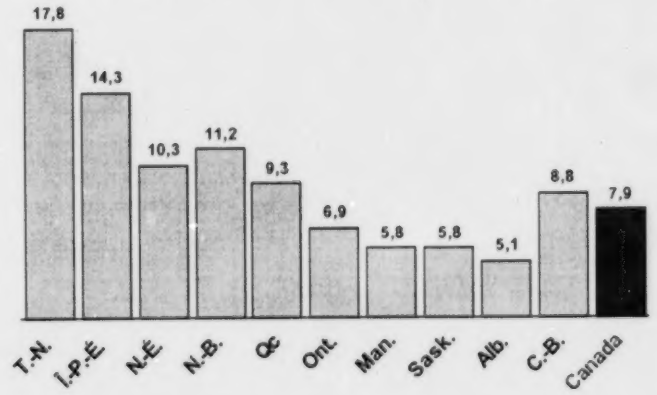
L'amélioration de la situation de l'emploi a ramené à 6,9 % le taux de chômage de l'Ontario, soit son niveau du mois de décembre. Malgré une légère hausse de l'emploi, un plus grand nombre de personnes étaient à la recherche d'un emploi au Québec, ce qui a fait monter le taux de chômage (9,3 %) en février.

En Saskatchewan, le taux de chômage s'est replié grâce au raffermissement de l'emploi qui a fait suite à la période de morosité de 2001, alors qu'au Manitoba, le taux de chômage a avancé de 0,7 point de pourcentage pour se fixer à 5,8 %.

Malgré un léger recul, le taux de chômage en Colombie-Britannique (8,8 %) reste supérieur de près de 2 points de pourcentage au taux enregistré à la fin de 2000.

Taux de chômage : février 2002

En %, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Marché des capitaux

L'économie se portant mieux, les autorités monétaires nord-américaines ne modifient pas les taux d'intérêt

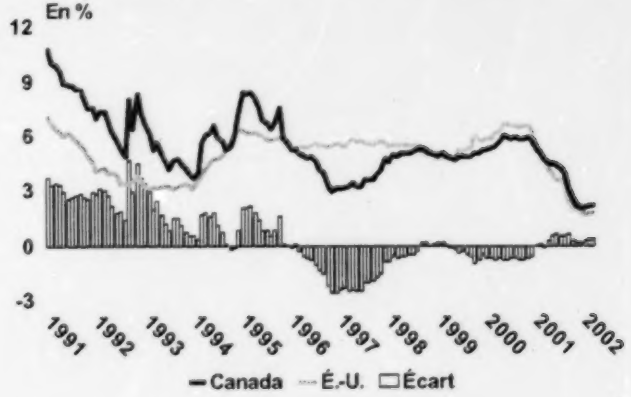
La Banque du Canada n'a pas changé, le 5 mars, son taux cible du financement à un jour, celui-ci se situant à 2,0 %, soit son niveau le plus bas en plus de quatre décennies.

- **Depuis janvier de l'an dernier, le total des réductions appliquées s'établit à 375 points de base (200 points de base après les événements du 11 septembre).**

- **À sa dernière réunion en janvier dernier, la Réserve fédérale américaine n'a pas modifié le taux des fonds fédéraux (1,75 %), après avoir appliqué des réductions dont le total s'élève à 475 points de base depuis janvier 2001.**

Compte tenu de la tournure des événements, les taux d'intérêt canadiens à court terme ont déjà commencé à remonter, le papier commercial à 90 jours clôturant à 2,2 % le 5 mars, soit une hausse par rapport au creux enregistré à la mi-janvier (1,8 %).

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : le 27 février 2002

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

Les rendements des obligations se redressent en raison des prévisions de majoration des taux cette année

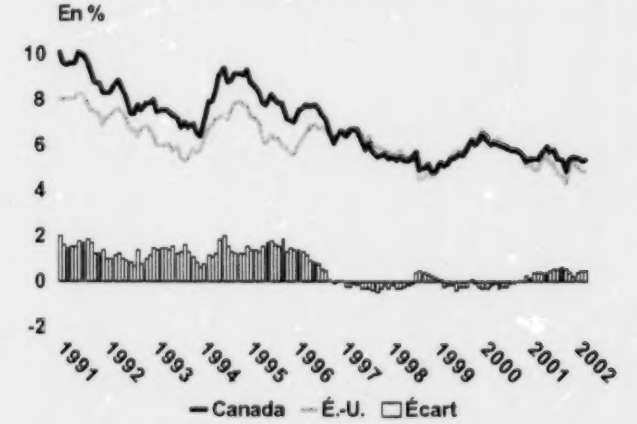
Les taux d'intérêt à long terme ont emprunté une trajectoire ascendante au cours des derniers mois, certains investisseurs ayant converti leurs investissements en obligations en investissements en actions, à la lumière de l'amélioration de la conjoncture et des perspectives économiques et du fait qu'il est de plus en plus probable que les autorités monétaires commencent à augmenter leurs taux au deuxième semestre de l'année.

- **Après être tombés à 5,3 % au début de novembre dernier, les taux d'intérêt à long terme ont repris leur croissance.**

- **Le 5 mars, les rendements des obligations canadiennes se situaient à 5,8 %, par rapport à 5,6 % un mois auparavant.**

- **Les obligations à long terme du Trésor américain s'élevaient à 5,7 % le 5 mars, par rapport à 5,4 % un mois auparavant.**

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 27 février 2002

Source : Banque du Canada, obligation à dix ans du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

Le dollar canadien oscille autour des 63 cents US après avoir atteint un creux record

Le 18 janvier, le dollar canadien a touché son cours le plus bas de l'histoire, soit 62 cents US, mais il s'est par la suite ressaisi et s'est fixé juste au-dessus de la barre des 63 cents US. Cette remontée est attribuable à une série de bonnes nouvelles sur l'économie du Canada et au redressement des prix des produits de base, résultat de l'amélioration de la conjoncture et des perspectives économiques dans le monde, plus particulièrement aux États-Unis.

- **Le dollar a terminé la séance du 7 mars à 63,2 cents US.**

Taux de change Canada-É.-U.

Dernières données du graphique : le 1er mars 2002

Source : Banque du Canada

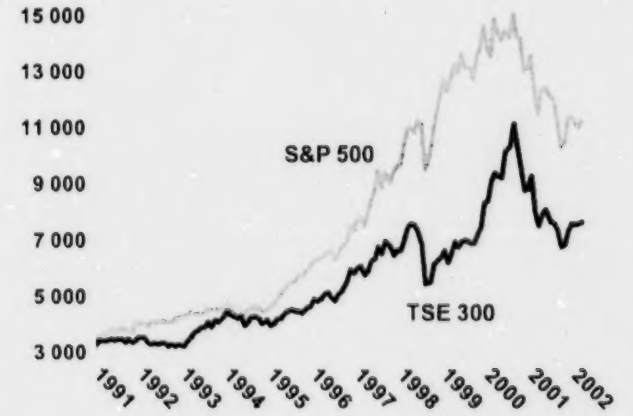
Les marchés boursiers reprennent de la vigueur ces dernières semaines à la lumière des bonnes nouvelles économiques

Après la vigoureuse reprise qui a suivi les creux atteints en septembre, les indices boursiers nord-américains ont été instables les deux premiers mois de 2002, subissant le contrecoup de la vague de déplacements des investissements en faveur des marchés obligataires, attribuable aux préoccupations relatives aux pratiques comptables des sociétés qui ont été déclenchées par le fiasco d'Enron. Toutefois, dernièrement, les investisseurs ont repris confiance, les nouvelles sur l'économie étant encourageantes, et les marchés boursiers se sont redressés.

- **Le TSE 300 et le SP 500 ont gagné chacun plus de 20 % de leur valeur entre septembre dernier et les sommets enregistrés au début de janvier, puis ils ont reculé.**

- **Le TSE 300 et le SP 500 ont clôturé la séance du 7 mars à 7 958 et 1 158, respectivement, par rapport à 7 515 et 1 104 à la mi-février.**

Indices boursiers



Dernières données du graphique : le 1er mars 2002

Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Finances publiques

La situation budgétaire fédérale restera excédentaire en dépit du ralentissement de l'économie

Le gouvernement fédéral a dégagé un excédent budgétaire de 17,1 milliards de dollars pour l'exercice 2000-2001. Il s'agit du quatrième excédent annuel de suite.

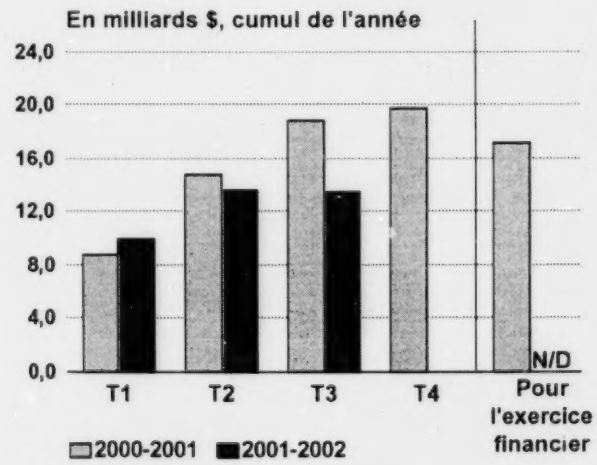
- **Au cours des quatre dernières années, plus de 35,8 milliards de dollars ont été affectés au remboursement de la dette, ce qui a permis de ramener le ratio de la dette au PIB à 51,8 % l'an dernier par rapport au sommet enregistré en 1995-1996, soit 70,7 %.**

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2001-2002, le gouvernement fédéral a dégagé un excédent de 13,4 milliards de dollars, comparativement à 18,8 milliards pour la même période l'an dernier.

- **La réduction de l'excédent est attribuable à l'incidence des réductions d'impôt et des initiatives en matière de dépenses mises en oeuvre dans les budgets précédents et aux répercussions du ralentissement économique.**

L'importante contraction de l'économie, qui s'est produite au cours de la dernière année, a détérioré la situation budgétaire des gouvernements. La Colombie-Britannique et les provinces de l'Atlantique, à l'exception du Nouveau-Brunswick, devraient enregistrer un déficit pour l'exercice 2001-2002. Par contre, les autres provinces et territoires, y compris le Québec et l'Ontario, devraient afficher un budget équilibré ou excédentaire.

Solde budgétaire fédéral



Source : Ministère des Finances

G-1

Scène canadienne

Compétitivité

La croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre reste faible...

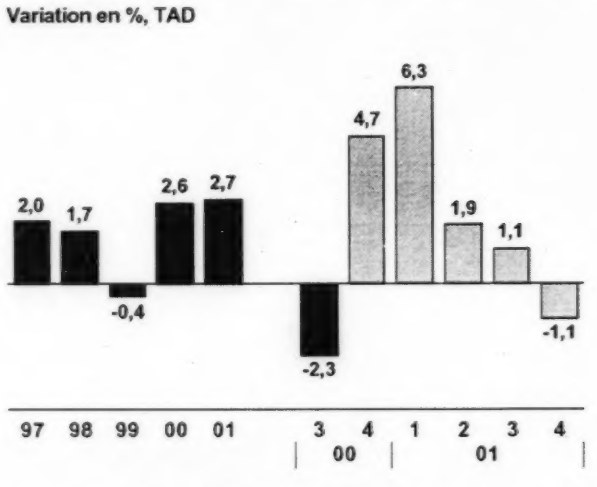
Au quatrième trimestre, les coûts unitaires de main-d'œuvre des entreprises ont diminué de 1,1 % (taux annuel). Il s'agit de la première baisse depuis le troisième trimestre de 2000.

-La hausse de la productivité du travail (1,9 %, taux annuel), établie selon la production par heure, a plus que compensé l'accroissement des salaires et traitements.

En glissement annuel, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont progressé de 2,7 % en 2001, soit un taux semblable à celui de l'année précédente.

-La productivité du travail a avancé de 1,2 % en 2001, par rapport à 1,5 % en 2000.

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre *



*Pour le secteur des entreprises, selon la méthodologie de Statistique Canada.

...ce qui aide les entreprises à améliorer leur position concurrentielle

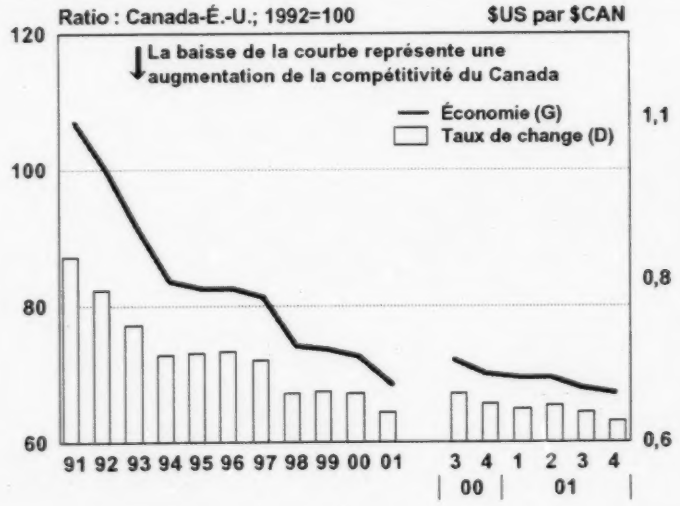
Au quatrième trimestre, la compétitivité des entreprises canadiennes s'est de nouveau améliorée par rapport aux entreprises américaines, ce qui s'est traduit par une amélioration globale pour 2001.

Selon une devise commune, les coûts unitaires de la main-d'oeuvre canadienne ont reculé de 5,4 % par rapport à ceux observés aux États-Unis en 2000.

- **La baisse des coûts relatifs est largement attribuable à la faiblesse du dollar canadien, qui s'est replié pour atteindre en moyenne 64 cents US en 2001 par rapport à 67 cents US en 2000.**

- **Notre position concurrentielle a également profité de la plus faible progression des coûts unitaires de la main-d'oeuvre au Canada par rapport aux États-Unis.**

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en $US)



Source : Estimations d'Industrie Canada fondées sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

Scène canadienne

Comptes internationaux

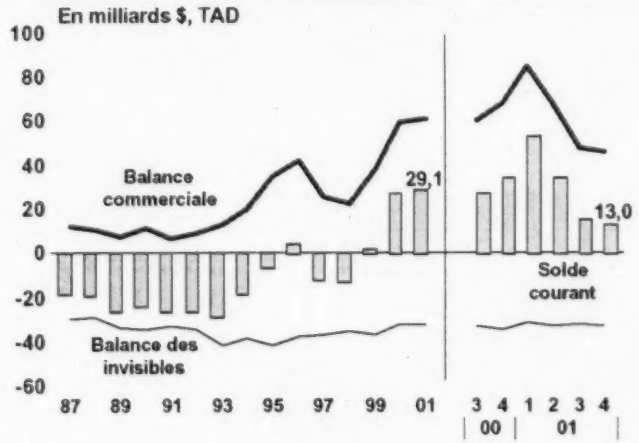
Au quatrième trimestre, l'excédent au compte courant poursuit sa descente...

Au quatrième trimestre de 2001, l'excédent au compte courant du Canada a reculé pour un troisième trimestre de suite, se fixant cette fois à 13,0 milliards de dollars (taux annuel).

- **Pour l'ensemble de 2001, l'excédent a augmenté de 1,2 milliard de dollars par rapport à 2000, pour atteindre un sommet de 29,1 milliards, soit 2,7 % du PIB.**

Du côté du compte capital et du compte financier, au quatrième trimestre, les investissements directs du Canada à l'étranger ont été les moins importants depuis le troisième trimestre de 2000, se situant à 9,3 milliards de dollars. Par contre, en 2001, les investisseurs canadiens ont injecté 57,3 milliards de dollars dans les économies étrangères, ce qui constitue le deuxième montant en importance jamais enregistré. D'autre part, 12,9 milliards de dollars ont été investis dans l'économie canadienne, ce qui porte à 42,8 milliards le total des investissements directs de l'étranger pour l'année. Par ailleurs, les investisseurs étrangers ont enrichi leurs portefeuilles de titres canadiens de plus de 20 milliards de dollars au quatrième trimestre, après s'être départis de certains de leurs avoirs au troisième.

Solde courant et balance commerciale



La balance commerciale représente les exportations nettes de marchandises.
La balance des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

...en raison de la baisse de l'excédent au chapitre du commerce de marchandises

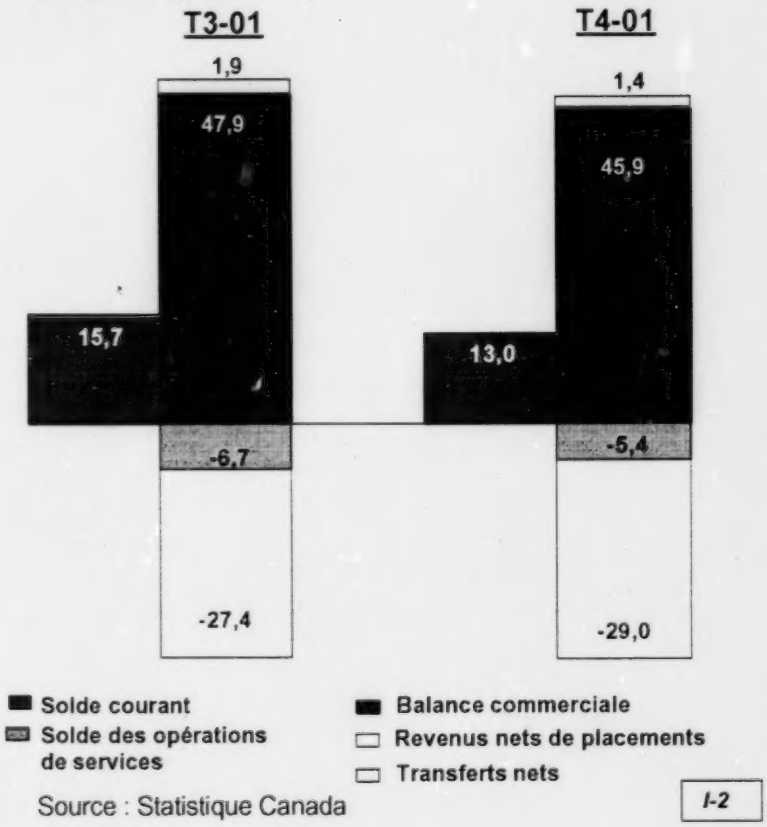
L'excédent au chapitre du commerce de marchandises est passé à un montant annualisé de 45,9 milliards de dollars au quatrième trimestre, en baisse de 2 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette baisse s'explique surtout par la diminution des exportations qui, elle, est attribuable à la baisse des prix de l'énergie.

- **L'excédent s'est établi en moyenne à 61,5 milliards de dollars en 2001, soit une hausse de 2,2 milliards par rapport à 2000.**

Par contre, le déficit relatif aux services a beaucoup diminué, étant donné que le déficit relatif aux services de voyages a atteint un creux inégalé depuis 15 ans, les Canadiens ayant réduit leurs dépenses de voyages aux États-Unis. Le déficit du Canada au chapitre des revenus de placements s'est accru au quatrième trimestre principalement à cause de la baisse des bénéfices sur les investissements directs canadiens à l'étranger.

En 2001, le déficit relatif aux voyages représentait la moitié de celui enregistré en 2000, alors que le déficit relatif aux revenus de placements s'est creusé.

Principales composantes du compte courant



Source : Statistique Canada

I-2

À cause de la baisse des exportations de matériel de haute technologie et de la chute des exportations destinées au Japon en 2001...

Les exportations de marchandises se sont élevées en tout à 413,1 milliards de dollars en 2001, en baisse de 2,2 % par rapport à 2000.

- **La faiblesse des exportations de machines et matériel, surtout de télécommunications, est principalement à l'origine de cette baisse. Les produits forestiers et les produits automobiles ont également perdu du terrain. Les exportations de produits énergétiques ont poursuivi leur ascension, mais plus lentement qu'en 2000, en raison de la baisse des prix et de la diminution de la demande internationale.**

Contrairement à 2000, les exportations de marchandises ont régressé en 2001, surtout les exportations destinées au Japon, où les perspectives économiques restent sombres.

Exportations de marchandises, 2001

	En milliards $	Variation en %, 2000-2001
Total	413,1	-2,2
Par partenaire commercial		
É.-U.	351,1	-2,4
Japon	9,4	-9,2
UE	21,9	-0,9
Tous les autres	30,8	0,5
Par principal produit		
Produits agricoles et de la pêche	30,8	12,6
Produits énergétiques	55,3	4,5
Produits de la forêt	38,6	-7,5
Produits et matériaux industriels	66,3	0,5
Machines et matériel	98,8	-7,6
Produits de l'automobile	92,7	-5,3
Autres biens de consommation	15,8	6,7

Source : Statistique Canada

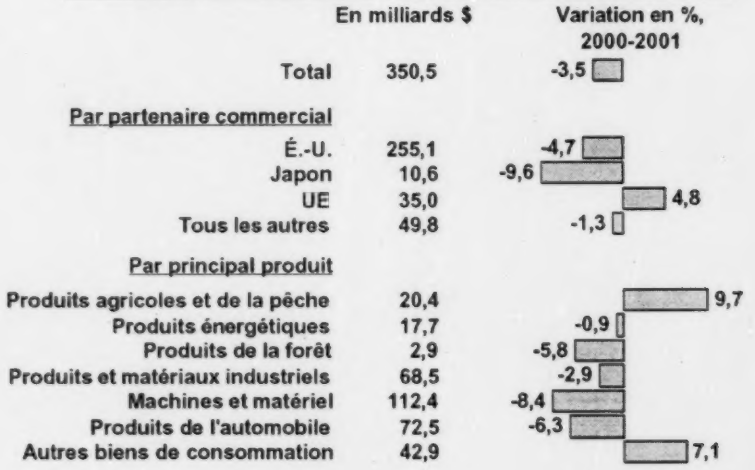
...l'excédent commercial du Canada ne progresse que légèrement

En 2001, les importations de marchandises ont reculé de 3,5 %. Au chapitre des produits de base, les baisses ont été généralisées, quoique plus importantes dans les machines et le matériel, les produits automobiles et les produits forestiers. Ce déclin a annulé l'importante hausse des importations de produits de l'agriculture et de la pêche.

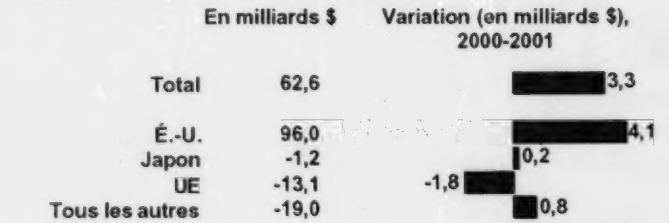
- **Comme la baisse des exportations a été plus faible que celle des importations, l'excédent du Canada au chapitre du commerce de marchandises s'est accru de 3,3 milliards de dollars pour s'établir à 62,6 milliards en 2001, comparativement à un gain de presque 21 milliards l'an dernier.**

L'excédent du Canada par rapport aux États-Unis est intervenu pour plus de la moitié de l'augmentation globale, tous les pays réunis.

Importations de marchandises, 2001



Balance par partenaire commercial, 2001



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Aperçu de la situation des secteurs

La production du secteur des biens fléchit alors que, dans le secteur des services, elle poursuit sa croissance

La production des industries de biens s'est repliée de 1,3 % au quatrième trimestre pour une cinquième baisse trimestrielle de suite. En 2001, la production a diminué de 2,1 %. Il s'agit de la première baisse annuelle depuis 1992.

- **La production manufacturière a affiché un recul de 4,0 % en 2001. Parmi les 21 principaux groupes, 15 ont réduit leur production au cours de l'année. Viennent en tête les fabricants de composantes des technologies de l'information et des communications (TIC).**

- **Les industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière ont souffert de la baisse des prix de l'énergie au deuxième semestre de 2001, mais leur production a augmenté de 2,4 % pour l'ensemble de l'année. La faiblesse des taux d'intérêt a continué à stimuler l'activité dans l'industrie de la construction.**

Au quatrième trimestre, les industries de services ont augmenté leur production de 1,0 %. Pour l'ensemble de l'année, la production a progressé de 2,7 %, après avoir gagné 4,3 % en 2000.

- **Les services de l'information et de la culture ont été alimentés par la forte demande de services de TIC, et le commerce de détail a profité de la hausse des ventes de véhicules automobiles neufs. Par contre, le transport et l'entreposage ont régressé encore une fois, l'industrie du transport aérien éprouvant toujours des difficultés.**

Croissance du PIB réel par industrie : T4-2001

Source : Statistique Canada

* Comprend finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail, gestion de sociétés et d'entreprises
** Comprend services professionnels, scientifiques et techniques
*** Comprend services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
****Sauf les administrations publiques

J-1

Les bénéfices d'exploitation des entreprises ont reculé en 2001

À l'instar de l'économie qui a ralenti, les bénéfices d'exploitation des entreprises se sont repliés de 20,7 % en 2001, ce qui a annulé tous les gains enregistrés en 2000. Dans l'ensemble, les bénéfices ont baissé dans 16 des 24 grands groupes industriels. Les bénéfices, qui ont régressé durant cinq des six derniers trimestres, au quatrième trimestre étaient inférieurs de 33 % au sommet atteint au deuxième trimestre de 2000.

Les bénéfices des fabricants ont glissé de 33,6 % en 2001, en raison de la baisse prolongée des produits de haute technologie. Malgré un recul des bénéfices au deuxième semestre de 2001, l'industrie des combustibles minéraux a affiché une hausse de 12,6 % pour l'ensemble de l'année.

Dans l'industrie du transport et de l'entreposage, les bénéfices ont chuté en 2001 en raison de la contraction sévère des recettes de l'industrie aérienne à la suite des événements du 11 septembre.

Du coté du secteur financier, les bénéfices ont chuté de 39,3 %. Les bénéfices de l'industrie des fonds et autres instruments financiers ont fondu, perdant 72,9 % en 2001, surtout à cause des pertes subies au chapitre des ventes de placements en valeurs mobilières. En 2000, toutefois, les bénéfices avaient augmenté de 30,9 % dans ce secteur.

Bénéfices d'exploitation des entreprises

	Niveau 2001 (M$)	Différence 2000-2001 (M$)	Différence 2000-2001 (En %)
Total - Ensemble des industries	**156 839**	**-40 894**	**-20,7**
Total - Non financier	**121 317**	**-17 931**	**-12,9**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 962	-80	-3,9
Combustibles minéraux	21 997	2 454	12,6
Mines, sauf combustibles minéraux	2 332	-776	-25,0
Services publics	2 789	454	19,4
Construction	3 017	-985	-24,6
Industries manufacturières	35 368	-17 895	-33,6
Commerce de gros	8 366	-257	-3,0
Commerce de détail	8 700	-66	-0,8
Transport et entreposage	2 742	-2 347	-46,1
Ind. de l'information et ind. culturelle	7 331	-564	-7,1
Imm., location et location à bail	10 308	1 637	18,9
Services professionnels et scientifiques	1 999	871	77,2
Gestion de sociétés	8 039	-273	-3,3
Autres services aux entreprises	2 999	111	3,8
Services d'enseignement	137	-11	-7,4
Soins de santé et assistance sociale	1 547	90	6,2
Arts, spectacles et loisirs	351	53	17,8
Hébergement et restauration	24	41	-241,2
Autres services	1 309	-387	-22,8
Total - Finance et assurances	**35 522**	**-22 966**	**-39,3**
Intermédiation fin. (avec dépôt)	14 937	-822	-5,2
Intermédiation fin. (sans dépôt)	4 808	1 192	33,0
Assureurs	4 095	-908	-18,1
Fonds et autres instruments fin.	7 816	-21 021	-72,9
Autres intermédiaires financiers	3 865	-1 406	-26,7

Source : Statistique Canada

Les dépenses en capital devraient diminuer en 2002

Selon les données publiées en février sur les projets d'investissements privés et publics, les dépenses en capital au chapitre des usines et du matériel devraient décroître de 1,6 % en 2002. Il s'agirait de la première baisse depuis 1993. Cette réduction s'explique par la diminution des bénéfices des entreprises et la faiblesse des taux d'utilisation de la capacité.

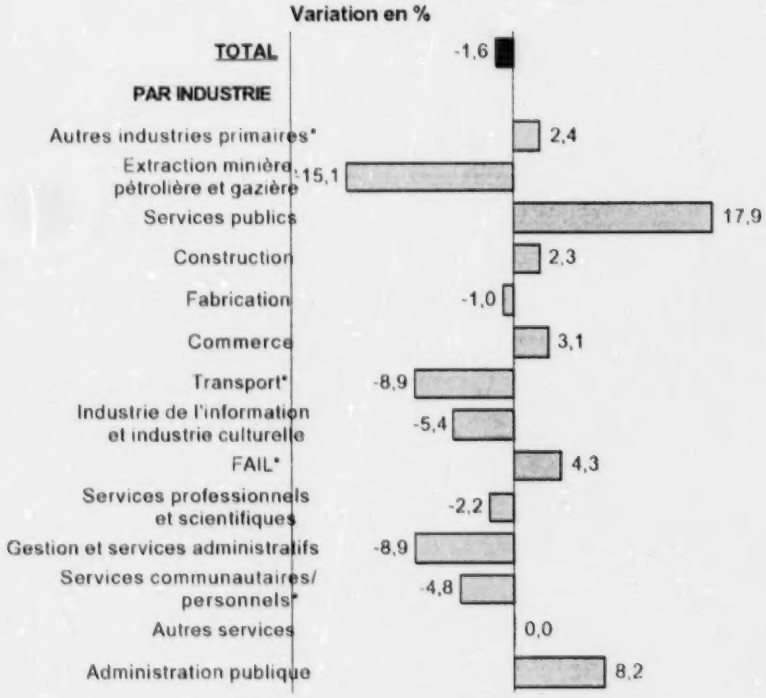
- **On prévoit que les investissements dans la construction non résidentielle diminueront de 5,0 %, alors que les investissements dans les machines et le matériel augmenteront de 1,2 %.**

À l'échelle des industries, les dépenses en capital de l'industrie de l'extraction du pétrole et du gaz devraient se replier sensiblement (-18,7 %).

Les investissements dans le secteur manufacturier devraient reculer de 1,0 % cette année, après avoir perdu 18,1 % en 2001.

En revanche, les investissements dans les administrations publiques et les services publics devraient s'accroître, ces derniers profitant d'une hausse des dépenses en installations électriques.

Intentions d'investissement en 2002, par industrie (Usines et matériel)



Source : Statistique Canada, Enquête sur les intentions d'investissement dans les secteurs public et privé
*Autres industries primaires : Agriculture, foresterie, pêche et chasse
Transport comprend l'entreposage
FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location
Services communautaires/personnels : Services d'enseignement, soins de santé et services sociaux

J-3

Dans le secteur manufacturier, l'emploi a fait un bond aux deux premiers mois de 2002...

Pour les deux premiers mois de 2002, les industries productrices de biens ont enregistré une hausse de 81 000 emplois après en avoir perdu 109 000 en 2001.

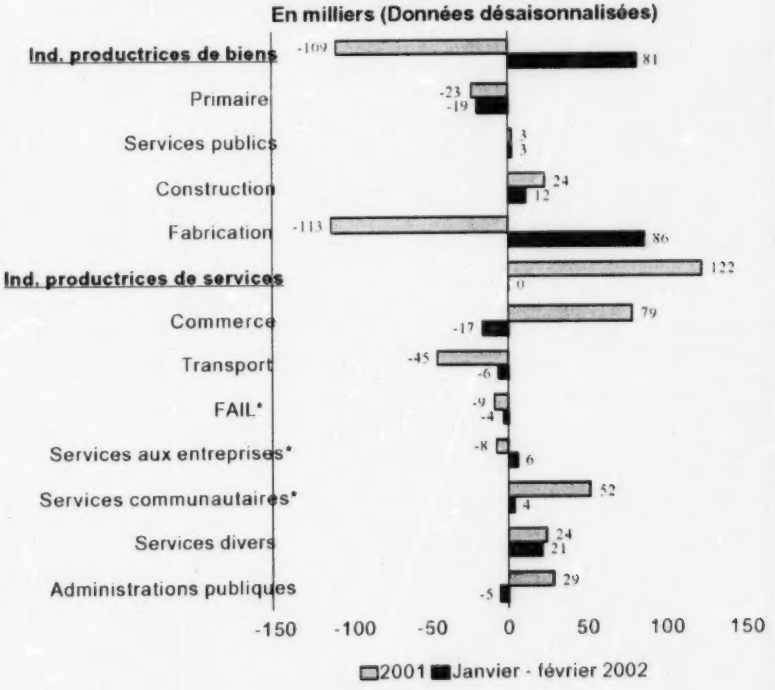
- **Ces gains ont surtout été observés dans le secteur manufacturier (+86 000). Néanmoins, les usines comptent 26 000 travailleurs de moins qu'au mois de décembre 2000, où elles avaient enregistré un sommet. C'est le secteur primaire qui a enregistré le plus important recul.**

Dans les industries de services, les pertes subies en février ont été compensées par des gains d'importance similaire au mois précédent. Toutefois, au cours des 12 derniers mois, le secteur des services a été le seul créateur d'emplois au Canada.

- **Après avoir été le principal moteur de croissance de l'emploi en 2001, le secteur du commerce affiche une perte nette de 17 000 emplois depuis le début de 2002.**

- **Depuis le début de l'année, les gains les plus importants ont été le fait des services de l'hébergement et de la alimentation (+16 000).**

Croissance de l'emploi par industrie



Source : Statistique Canada

*FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

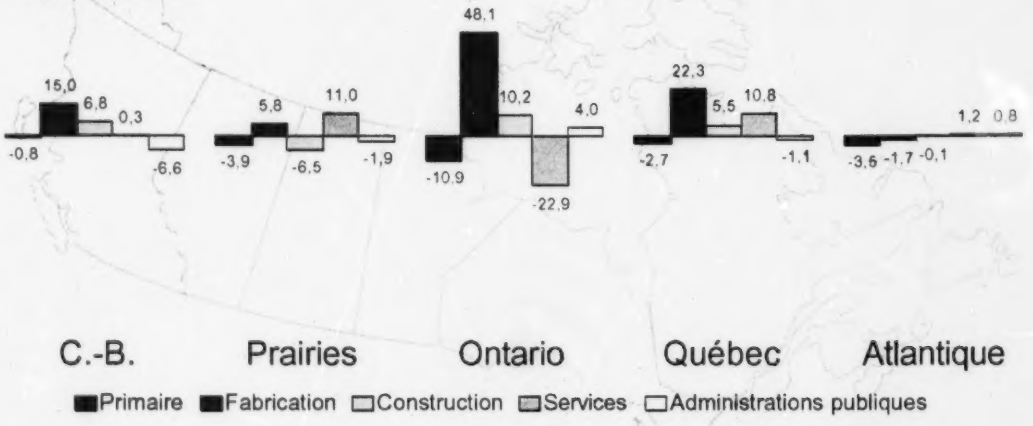
...et cette hausse a surtout été observée au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique

Création d'emplois

En milliers

Données désaisonnalisées, moyenne mobile de trois mois

Janvier à février 2002



En glissement annuel, le secteur manufacturier a augmenté ses effectifs dans toutes les régions, à l'exception des provinces atlantiques. Les hausses les plus fortes ont été observées au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. Dans le secteur primaire, des reculs ont été notés dans toutes les régions, étant donné que l'industrie de l'agriculture a continué à perdre du terrain et que la baisse des prix de l'énergie a ralenti les activités dans le secteur pétrolier et gazier.

Dans le secteur des services, le nombre d'emplois s'est accru dans toutes les régions du pays, sauf en Ontario, où les pertes ont été concentrées dans les services de santé et d'assistance sociale. L'industrie de la construction a créé des emplois surtout en Ontario et en Colombie-Britannique, tandis que le nombre d'emplois dans les administrations publiques a surtout fléchi dans les Prairies et la Colombie-Britannique.

Les règlements salariaux modèrent au quatrième trimestre, mais ils ont augmenté dans la plupart des groupes industriels en 2001

Au quatrième trimestre, les règlements salariaux (+3,0 %) étaient inférieurs au taux enregistré au troisième trimestre (+3,4 %), mais supérieurs de près de 2 points de pourcentage au taux d'inflation selon l'IPC.

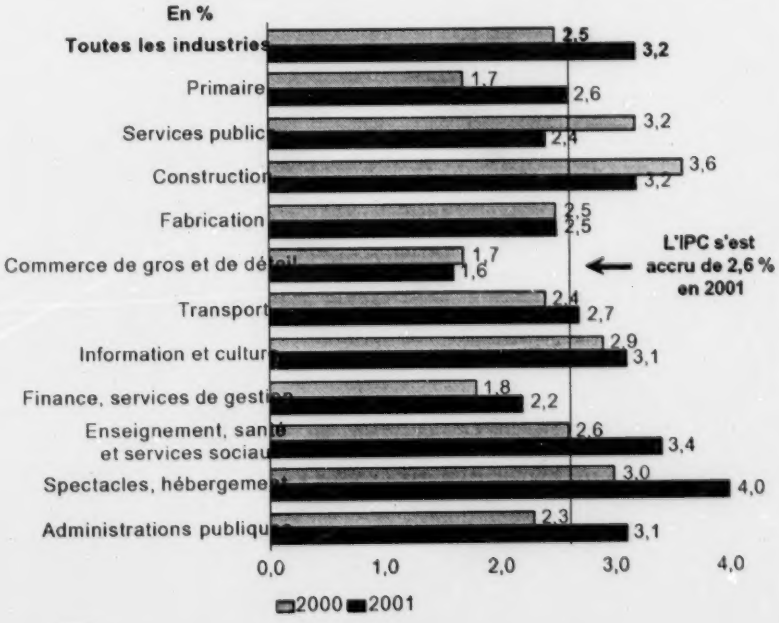
Malgré le ralentissement de l'économie en 2001, les règlements salariaux se sont établis à 3,2 %, soit une hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2000 et le taux le plus élevé depuis 1991.

- **Les règlements salariaux ont régressé dans les services publics, le commerce et la construction, mais il ont progressé ou sont restés les mêmes dans tous les autres principaux groupes.**

- **Les règlements salariaux de sept groupes industriels sur onze se sont fixés au taux d'inflation selon l'IPC (+2,6 %) ou l'ont dépassé.**

Pour une deuxième année d'affilée, les règlements salariaux du secteur public (+3,3 %) étaient supérieurs à ceux du secteur privé (+2,9 %).

Accords salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

Source : Développement des ressources humaines Canada

J-6

L'utilisation de la capacité diminue pour un sixième trimestre de suite

La diminution de l'utilisation de la capacité, qui a ramené celle-ci à 80,3 % au quatrième trimestre de 2001, est attribuable à la baisse de la production de la plupart des groupes industriels. Cette sixième baisse trimestrielle de file a fait passer le taux d'utilisation de la capacité à 6 points de pourcentage sous le sommet enregistré au deuxième trimestre de 2000.

L'utilisation de la capacité manufacturière a continué sa descente au quatrième trimestre, se fixant à près de 8 points de pourcentage sous le taux affiché au début de 2000.

- **Des taux plus bas ont été notés dans 15 groupes industriels sur 21 au quatrième trimestre. La faiblesse prolongée du secteur de la haute technologie a provoqué une baisse importante de l'utilisation de la capacité dans les industries des ordinateurs et des produits électriques et électroniques, et ce, tout au long de l'année.**

À l'extérieur du secteur manufacturier, le taux d'utilisation de la capacité n'a progressé au quatrième trimestre que dans la construction, celle-ci profitant de la faiblesse des taux d'intérêt qui a stimulé la demande de logements. Le différend commercial avec les États-Unis a continué de nuire à la production et à l'utilisation de la capacité de l'industrie de l'exploitation forestière et des services forestiers, et l'utilisation de la capacité a diminué une fois de plus dans l'industrie du pétrole et du gaz en raison de la baisse des prix de l'énergie. Quant à l'industrie de la production d'électricité, les besoins en chauffage ont été moindres à cause d'un temps plus doux que d'habitude.

Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau (en %) 2001	Variation 2001/2000	Niveau (en %) 2001T4	Variation 01T4/01T3	Moyenne sur 10 ans
Total - industries	**82,4**	**-3,6**	**80,3**	**-1,2**	**82,2**
Foresterie et exploitation forestière	83,2	-4,9	78,4	-2,6	82,7
Extr. minière et extr. de pétrole et de gaz	77,4	-1,5	74,3	-2,6	79,5
Énergie électrique*	87,5	-1,0	85,4	-0,6	83,1
Construction	89,5	-0,8	89,2	0,2	82,5
Total - fabrication	**80,9**	**-5,1**	**78,7**	**-1,3**	**82,7**
Aliments	81,6	0,7	82,2	0,7	80,5
Boissons et produits du tabac	77,7	-1,8	77,0	-1,0	80,1
Textiles	79,7	-3,0	76,2	-3,7	80,4
Usines de textiles	80,9	-2,7	78,3	-2,0	83,3
Usines de produits textiles	78,0	-3,4	73,4	-5,9	79,7
Fabrication de vêtements	82,7	-1,3	77,7	-4,4	82,4
Produits en cuir et produits analogues	74,5	1,8	70,5	-8,9	74,3
Produits en bois	82,1	-3,0	81,0	-0,9	85,8
Papier	89,1	-3,0	88,2	0,8	90,0
Impression et activités connexes de soutien	76,1	-3,4	72,2	-3,6	78,1
Produits du pétrole et du charbon	95,2	1,6	95,8	1,2	91,2
Produits chimiques	78,5	-1,6	74,1	-2,0	82,2
Produits en caoutchouc et en plastique	80,6	-4,5	79,9	0,1	83,1
Produits minéraux non métalliques	77,4	-2,4	75,7	0,9	76,5
Première transformation des métaux	86,3	-4,2	85,7	0,0	89,4
Fabrication de produits métalliques	80,7	-3,5	78,5	-2,1	79,1
Machines	79,3	-4,4	78,1	-0,9	79,5
Produits informatiques et électroniques	70,9	-25,2	61,3	-5,1	80,1
Matériel électrique	74,8	-17,4	66,5	-5,5	83,1
Matériel de transport	84,5	-4,5	84,8	-0,6	83,7
Meubles et de produits connexes	78,8	-6,0	71,9	-3,6	79,9
Activités diverses de fabrication	80,3	-3,2	76,2	-4,3	81,6

Source : Statistique Canada

* Production, transmission et distribution de l'énergie électrique

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

par lettre :	**Renée St-Jacques** **Directrice générale** **Analyse de la politique micro-économique** **Industrie Canada** **235, rue Queen** **Ottawa (Ontario) K1A 0H5**
par courrier électronique :	**St-Jacques.Renee@ic.gc.ca**
par téléphone :	**(613) 954-3487**
ou par fax :	**(613) 941-3859**

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le Moniteur micro-économique présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme également des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique.

La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Marianne Blais, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Joseph Macaluso, Arif Mahmud et Karen Smith, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.

ISSN 1206-260X